



EUROPE

Vers un retour des conflits ?

GÉOPOLITIQUE

La Grèce face à ses défis

GÉOÉCONOMIE

L'Union européenne
et le libre-échange

POINTS CHAUDS

Russie-Hongrie, Éthiopie, Espagne,
Uruguay, Azerbaïdjan, question kurde



6 / POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE Éthiopie, les paradoxes du « lion africain »
- 13 - PORTFOLIO L'Éthiopie mise sur les énergies renouvelables
- 14 - ANALYSE Quelles perspectives pour les questions kurdes ?
- 19 - ANALYSE L'Espagne, sur un fil...
- 24 - ANALYSE Russie-Hongrie : une tête de pont poutinienne au sein de l'UE
- 29 - ANALYSE L'Uruguay et la gauche tranquille
- 34 - ENTRETIEN Quel avenir pour les réfugiés et déplacés internes en Azerbaïdjan ?



36 / DOSSIER

- 38 - ANALYSE L'Europe et la guerre : le retour du refoulé
- 43 - ANALYSE Ukraine : un conflit mal éteint
- 47 - ANALYSE Face à la Russie : des États baltes résilients et pragmatiques
- 51 - CARTOGRAPHIE Russie/pays baltes - un voisinage sous tension
- 52 - ANALYSE Les Balkans occidentaux sur la voie d'une intégration euro-atlantique ?
- 56 - ANALYSE La question transnistrienne, un volcan éteint ?



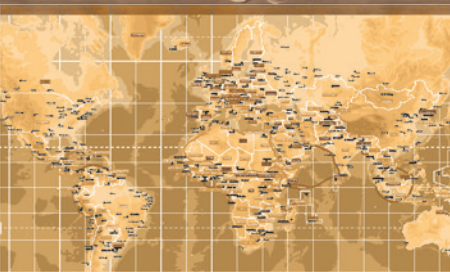
60 / GÉOPOLITIQUE

- 62 - ANALYSE Grèce : une crise perpétuelle ?
- 67 - PORTFOLIO Embarrassante Aube dorée
- 68 - ANALYSE La Grèce et l'Union : d'une adhésion hâtive à la « rente européenne »
- 73 - ANALYSE La Grèce dans le monde : nouveaux défis, nouvelles opportunités
- 78 - CARTOGRAPHIE La Grèce dans son environnement géostratégique européen



80 / GÉOÉCONOMIE

- 82 - ANALYSE Accords commerciaux de nouvelle génération en Union européenne : arbre généalogique et vie future
- 87 - ANALYSE L'accord de libre-échange UE/Canada, laboratoire d'essai de la coopération réglementaire ?



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96 / LECTURES

En collaboration avec le site
EurAsiaProspective.net

EurAsia Prospective

analyse

Par **Cyrille Bret**, philosophe et géopoliticien, enseignant à Sciences Po et codirecteur du site EurAsia Prospective (eurasiapropective.net). Il est notamment l'auteur de « *Russian Defence Exports* » (European Union Institute for Security Studies, à paraître en décembre 2017) et de *Qu'est-ce que le terrorisme ?* (Paris, Vrin, à paraître en novembre 2017).

Photo ci-dessus :

Vue aérienne de la ville allemande de Cologne en 1945, après les bombardements. Frappé par deux guerres mondiales dévastatrices, le continent européen va voir naître au cours de la période d'après-guerre une volonté de la part des nouveaux dirigeants de créer un « espace de paix et de stabilité » afin d'éviter que de telles atrocités ne se reproduisent. (© DoD)



L'Europe et la guerre : le retour du refoulé

L'Europe redécouvre aujourd'hui la guerre, quelle soit « contre le terrorisme », « commerciale » ou « médiatique ». Terre de paix depuis plusieurs décennies, elle est désormais l'objet (et le sujet) de plusieurs conflits armés.

L'Europe est-elle à la veille de nouveaux conflits armés ou même est-elle d'ores et déjà prise dans plusieurs guerres sur son territoire ? Guerre contre le terrorisme, nouvelle guerre froide, guerre commerciale à la Russie... : dans l'opinion, dans les chancelleries et dans les états-majors, ces questions (re)commencent à hanter le débat public. L'Europe vit ainsi le retour de son grand refoulé : la guerre. Autrement dit, le continent subit la réémergence de conflits armés visant à prendre le contrôle d'un territoire, d'une population ou de ses ressources et à faire plier la souveraineté d'un État rival. Les différents conflits étudiés dans le dossier de ce numéro de *Diplomatie* sont autant de jalons sur la route du retour de la guerre en Europe. Comme le montre chacun de ces articles, en Ukraine et dans le Caucase, dans la Baltique et en Moldavie, mais aussi au cœur même de ses villes, l'Europe se vit en état de guerre. Continent trop longtemps belliqueux, elle s'est reconstruite sur la base du refus de la guerre comme

moyen de règlement des différends et comme « continuation de la politique par la violence » pour détourner la célèbre définition de Clausewitz. Mais le tabou tombe, car les faits sont têtus :

- premièrement, le principe d'intangibilité des frontières européenne a vacillé. Après les guerres dans les Balkans (1991-2001), en Géorgie (2008) et en Ukraine à partir de 2014, des territoires ont éclaté et de nouvelles frontières ont été dessinées par la violence ;
- deuxièmement, l'usage de la force armée revient dans les relations intra-européennes. Des actions armées ont été entreprises et sont actuellement menées sur le continent européen pour pousser certains gouvernements à infléchir leurs politiques ;
- troisièmement, les batailles européennes se livrent aussi dans de nouveaux espaces. Dans le champ économique, sanctions contre la Russie et embargo russe se répètent ; dans le

cyberespace, les attaques et les contre-attaques se succèdent inlassablement ; dans le domaine idéologique et médiatique, des rivalités nourrissent tensions et forces centrifuges, notamment dans l'Est de l'Europe.

Les Européens : paix par le droit et paix par la terreur

Au sens étroit (des institutions de l'UE) et au sens large (de continent géographique), l'Europe a voulu à toute force bannir le conflit armé de son territoire et de son fonctionnement. Pour les grandes consciences politiques et morales (1) des trois derniers siècles, tout conflit armé européen est une guerre civile fratricide. Par-delà ses divisions, ses tensions et ses crises, l'Europe de l'après-guerre s'est bâtie comme le continent de la paix : entre la France et l'Allemagne, entre les Alliés et les anciens États de l'Axe et même entre l'Europe occidentale et le bloc de l'Est, l'Europe de la seconde moitié du vingtième siècle a interposé des mécanismes pour exclure le recours à la violence létale comme moyen de régler les différends.

“ Par-delà ses divisions, ses tensions et ses crises, l'Europe de l'après-guerre s'est bâtie comme le continent de la paix. ”

Dans ses relations intérieures, en proie aux guerres récurrentes, l'Europe occidentale a patiemment construit des « solidarités de fait (2) », des communautés d'intérêts et des modes de règlement des différends par le droit. Elle a rendu les conflits armés moins probables, car inutiles, à partir de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et jusqu'aujourd'hui.

Dans ses relations avec le bloc de l'Est, l'Europe occidentale a évité la guerre par l'équilibre de la terreur nucléaire durant la guerre froide. Malgré des crises, les deux superpuissances américaine et soviétique ont rendu « la paix impossible, mais la guerre improbable » selon l'expression de Raymond Aron (3). Et l'Acte final d'Helsinki de 1975 a donné un support juridique à cette paix de fait en consacrant les principes de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de non-recours à la force et de règlement pacifique des différends.

Enfin, dans ses relations avec la Fédération de Russie depuis 1991, l'Europe a cherché à intégrer l'ancien rival dans des structures de coopération nouvelles (Conseil OTAN-Russie, G8, G20, Organisation mondiale du commerce) ou en relançant des institutions préexistantes (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – OSCE). La paix à l'intérieur s'est accommodée d'opérations militaires à l'extérieur. Mais le continent est resté celui de la paix, rejetant la guerre comme un corps étranger.

Aujourd'hui, l'idéal d'une Europe pacifique (et même pacifiste) aux frontières internes intangibles ou modifiables uniquement par la négociation et le droit international dans le cadre de la Charte des Nations Unies se fissure sous les coups de la réalité des relations internationales.

Depuis la fin de l'URSS, l'Europe redécouvre la violence géopolitique

Depuis les années 1990, l'Europe a progressivement admis la « réalité de la guerre (4) ». En son sein et dans son voisinage immédiat, elle a été confrontée à la violence armée comme instrument du rapport de force interétatique.

Les conflits de Transnistrie en Moldavie (1990-1992) [lire p. 56], les guerres des Balkans (1991-2001), la guerre du Haut-Karabagh (1990-1992), la guerre de Géorgie (2008), l'annexion de la Crimée par la Russie (2014) et la guerre en Ukraine orientale (depuis 2014) : tous ces conflits ruinent les principes de l'Acte final d'Helsinki et contreviennent à la Charte des Nations Unies. En effet, la violence armée a conduit à rogner la souveraineté d'États, à en faire émerger d'autres et à redessiner des frontières.

Dans certains cas, la reconnaissance des nouveaux États est garantie par la communauté internationale. Malgré certaines réticences initiales, elle fait finalement consensus en Europe : Croatie et Slovénie en 2001, Monténégro en 2006, etc. Dans



Photo ci-contre :

Rencontre en 1953 entre le chancelier allemand Konrad Adenauer et Jean Monnet, président de la Haute Autorité de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) dont il est l'instigateur et qui en rassemblant six nations européennes (France, Allemagne, Italie et Benelux) a jeté les bases institutionnelles et politiques de la future Union européenne. L'alliance entre la France et l'Allemagne a permis de placer la production et le marché du charbon et de l'acier sous la haute autorité commune dans une organisation ouverte à la participation d'autres pays européens. La gestion communautaire de l'industrie lourde, alors secteur clé de l'économie et base de l'industrie d'armement, devait rendre impossible toute guerre entre les pays de l'Europe occidentale. (© Bundesarchiv/Unterberg Rolf)

d'autres cas, le statut juridique de ces nouvelles entités est la source de tensions durables [lire p. 52]. La Grèce s'est par exemple opposée à la reconnaissance de la Macédoine en 1991 en raison du nom du nouvel État. Les indépendances du Kosovo et de l'Ossétie du Sud en 2008, consécutives à des conflits armés, sont encore des sujets de désaccord entre la Fédération de Russie et l'Union européenne. Pour la Russie (et la Serbie), l'indépendance du Kosovo est illégale. Pour l'Union européenne, c'est l'indépendance de l'Ossétie du Sud qui est contraire au droit. La situation juridique issue des opérations militaires est elle-même source de conflit diplomatique.

Les crises ukrainiennes déclenchées en 2013, annoncées par la Révolution orange de 2004-2005 et par la crise russo-ukrainienne sur l'énergie en 2009, constituent assurément un moment décisif et incarnent aujourd'hui le retour de la guerre en Europe [lire p. 43]. L'intervention militaire russe en Crimée, sans combats, et l'annexion de la Péninsule par la Fédération

de Russie le 18 mars 2014 rendent évident pour les Européens le fait que l'intangibilité des frontières a fait long feu. Bien plus, le début des combats en Ukraine orientale, dans la région du Donbass, à partir d'avril 2014, remet en cause, pour les Européens, les principes de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales. L'intervention des forces armées de la Fédération de Russie dans ces combats parachève la prise de conscience européenne : l'usage de la force militaire est redevenu un mode de règlement des différends en Europe. La lutte géoéconomique et institutionnelle entre, d'un côté, l'accord d'association proposé par l'Union européenne à l'Ukraine et, de l'autre, l'union douanière proposée par la Fédération de Russie à la même Ukraine a débouché sur une guerre civile et un conflit international.

retour de la vocation continentale de l'OTAN. De son côté, la Russie indique, dans sa *Stratégie de sécurité* de décembre 2015, que l'extension de l'Organisation atlantique dans cette zone constitue une véritable menace (6) pour sa sécurité nationale. La montée générale des tensions a été soulignée par le sommet de Varsovie, le 8 juillet 2016. En effet, il a entériné la décision des Alliés de déployer des forces dans les États baltes, de continuer le déploiement du bouclier antimissile en Pologne,

“Les crises ukrainiennes déclenchées en 2013, constituent assurément un moment décisif et incarnent aujourd’hui le retour de la guerre en Europe.”

en Roumanie et en République tchèque et d'admettre un nouvel État membre au sein de l'Alliance, le Monténégro. La tournée du vice-président américain, Mike Pence, dans les États baltes, en Géorgie et au Monténégro, en juillet 2017, confirme la remontée en puissance de l'OTAN en Europe. Vues de Russie, ces décisions contreviennent aux assurances données sur la non-extension de l'OTAN à l'est et menacent sa capacité de dissuasion nucléaire.

La relance de la course aux armements en Europe concourt à cette résurgence de la guerre potentielle. Du côté russe, la présidence Medvedev a lancé, en 2009, un programme d'État d'armement, prolongé par la présidence Poutine. Ainsi, en 2015 et en 2016, la Fédération de Russie a consacré respectivement 66,4 milliards de dollars et 69,245 milliards de dollars à la modernisation de ses forces, portant l'effort de défense à 5,3 % du PIB en 2016 (7). Quant aux États européens, après une décrue notable de leurs dépenses militaires, ils reprennent un mouvement de croissance. Ainsi, les Pays-Bas ont de nouveau augmenté leurs dépenses militaires, de 8,6 milliards de dollars en 2015 à 9,2 milliards de dollars en 2016. Ils ont engagé de grands programmes d'équipement dans le domaine naval et dans le domaine aérien. De même, l'Allemagne a interrompu ses baisses de dépenses de défense en 2013, année au cours de laquelle le minimum de 39,8 milliards de dollars avait été atteint, pour porter son budget à 41 milliards de dollars en 2016. Et la Pologne est un des États européens les plus dynamiques dans le réarmement (8).

Les violences terroristes sur le sol européen plongent elles aussi le continent dans un état de guerre. Attentat après attentat, à Paris, Stockholm, Saint-Petersbourg, Bruxelles ou encore Berlin, l'organisation État islamique tente d'instiller dans les opinions publiques européennes l'idée que les grandes villes d'Europe sont des champs de bataille. Le choix de tactiques imitant celles de forces spéciales, par exemple au Bataclan, l'utilisation d'armes de guerre et la connexion explicite entre guerre en Syrie et attentats en Europe sont destinés à tracer une ligne de front en Europe même. À cette stratégie de militarisation de l'action terroriste, les pouvoirs publics répondent en déclarant la « guerre au terrorisme », comme le président Hollande après

Après ces décennies de guerres larvées ou violentes sur son sol ou dans son voisinage immédiat, l'Europe doit se résoudre à l'évidence : les conflits armés font partie intégrante de son présent et de son futur proche.

L'Europe contemporaine : entre état de guerre larvée et conflits réels

Les conflits armés sont désormais partout. Plusieurs zones de conflictualité larvée se réveillent. Ainsi, le « conflit gelé » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est en net regain depuis 2016 : en avril 2016, les deux États se sont en effet livrés la « guerre de Quatre Jours » faisant plus de 300 morts (5).

Plusieurs conflits potentiels prennent corps. Année après année, la zone de la Baltique est le théâtre de tensions de plus en plus vives entre la Russie, l'UE et l'OTAN [lire p. 47]. Sous le coup de cyberattaques parfois massives (comme en 2009 en Estonie), inquiètes en raison de leur proximité avec la Russie et l'enclave de Kaliningrad, les anciennes républiques soviétiques baltes réclament un soutien militaire et une solidarité stratégique de la part de l'OTAN et de l'UE. De même, les États neutres de la zone, Suède et Finlande, s'interrogent de plus en plus ouvertement sur leurs neutralités traditionnelles au vu des incursions maritimes, aériennes et terrestres de la Russie dans leurs territoires respectifs. La série de manœuvres militaires d'ampleur dans la région au printemps 2016 dénote le

Photo ci-dessus :

En juin 1991, des chars de l'armée yougoslave se positionnent à la frontière entre l'Italie et la Slovénie, alors que cette dernière, membre de la Yougoslavie, a proclamé son indépendance. Ce sera la première des guerres de Yougoslavie, une série de conflits violents affectant l'ensemble des républiques de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie et qui furent les plus meurtriers en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. (© Peter Bozic)



Photo ci-contre : Monument du soldat de bronze à Tallinn, en Estonie. Le déplacement de ce monument à la mémoire des soldats soviétiques de la Seconde Guerre mondiale a été à l'origine d'un vif conflit diplomatique entre la Russie et l'Estonie, membre de l'OTAN, qui fut parallèlement la cible d'une série d'attaques dites « par déni de service distribué », c'est-à-dire par saturation des serveurs sous un afflux de connexions. Ont été visés les sites de la présidence, du Parlement, des ministères, des partis politiques, des médias, des grandes banques. (© Shutterstock)

la série d'attentats à Paris (9). La guerre au cœur des villes européennes est de plus en plus entendue au sens littéral par les opinions. Et la distinction entre combattants, populations civiles et civiles s'en trouve parfois érodée.

Du commerce pacificateur à la guerre économique ?

Sur le plan économique également, le pacifisme des Européens est ébranlé. Contrairement à ce que les Lumières ont cherché à proclamer, le « doux commerce (10) » n'empêche pas la guerre. Le raisonnement selon lequel on ne fait

est encore dense : l'UE reste le premier partenaire commercial de la Russie et la Russie, le troisième partenaire commercial de l'UE. En 2016, le volume total des échanges s'est établi à 191 milliards d'euros (11). Et la composition des flux est relativement stable : l'UE importe principalement des hydrocarbures russes, en 2016 pour une valeur de 78 milliards. La Russie, quant à elle, voit ses importations d'Europe toujours dominées par les machines-outils (31 milliards) et les produits chimiques (16 milliards). Les échanges sont aujourd'hui en régression, essentiellement en raison

tiques. En retour, la Russie a adopté une série d'embargos, notamment sur les produits agricoles, et a développé des sources d'approvisionnement de substitution. 2016 a confirmé cette tendance à la baisse des échanges. Ainsi, entre 2012 et 2017, les importations de l'UE depuis la Russie sont passées de 215,12 milliards d'euros à 118,66 milliards. De même, entre ces deux années, les exportations de l'UE vers la Russie sont passées de plus de 123,44 milliards à un peu moins de 72,42 milliards (12). Le décrochage est confirmé : après une réduction de 25,2 % des importations depuis la Russie en 2015, la tendance s'est prolongée en 2016 avec une contraction de 13 %.

Cours durablement bas des hydrocarbures, développement de sources d'approvisionnement agricole hors UE, faiblesse de la croissance russe, priorité donnée par la Russie à l'accord douanier entre la Russie, le Kazakhstan, le Belarus et l'Arménie : tous ces facteurs laissent augurer une continuation de la régression des échanges économiques. L'interdépendance économique est de moins en moins capable de déminer les conflits entre Russie et UE. Dans le domaine économique, tout se passe comme si les mécanismes de solidarité cédaient le pas à la spirale de la conflictualité : loin d'apaiser les relations, les pouvoirs publics américains ont adopté une série de nouvelles sanctions contre la Russie, le 2 août 2017.

Le terrorisme international vise lui aussi à réinstaller l'économie au centre du conflit : en frappant Paris, une des grandes capitales du tourisme européen, dans ses quartiers les plus connus, il cherche à priver le pays de sources de revenus. L'économie européenne (re) devient un champ d'affrontements.

“ L'Europe doit se résoudre à l'évidence : les conflits armés font partie intégrante de son présent et de son futur proche. ”

pas la guerre à ses clients, ses fournisseurs ou ses créanciers est aujourd'hui démenti.

Les étroites relations économiques entre l'UE et la Russie n'empêchent pas le déclenchement de conflits sur le continent. Longtemps considérée comme un instrument de pacification des relations avec la Russie, l'économie est devenue un élément du conflit en Ukraine et en Europe.

Après une décennie de dynamisme, interrompue par la crise économique de 2008, les échanges économiques russo-européens ont atteint leur pic en 2012, année où la Russie a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) grâce au soutien de l'UE. Mais cet essor est révolu. D'un point de vue structurel, le commerce entre l'UE et la Russie

des sanctions réciproques. L'UE a fortement limité les flux, dans les domaines des investissements, des matériels de guerre et des technologies énergé-



Photo ci-contre : Rassemblement prorusse, le 9 mars 2014, à Simferopol, capitale de la Crimée. Une semaine plus tard, le 16 mars, 96,77 % des votants (pour un taux de participation de 83,1 %) approuvaient le rattachement de la Crimée à la Russie lors d'un référendum d'autodétermination, non reconnu par la communauté internationale. (© Xinhua)

Photo ci-dessous :

Le 26 juillet 2015, le président Vladimir Poutine participe depuis l'enclave russe de Kaliningrad à une cérémonie qui célèbre le jour de la marine russe. (© AFP / Mikhail Klimentyev)

Guerre et paix en Europe

L'Europe prend conscience qu'elle ne peut éradiquer la guerre en son sein. Et c'est la France qui accélère cette prise de conscience (13) notamment en insistant, dans les enceintes européennes, sur la nécessité de consacrer à la défense un effort budgétaire plus important.

Il est certain que la spirale de la guerre est d'autant plus forte que les institutions de la paix sont aujourd'hui largement grippées sur le continent : le conseil OTAN-Russie a suspendu ses travaux pendant deux ans (2014-2016) et vient tout juste de reprendre ses réunions. L'OSCE, issue de l'Acte final d'Helsinki et destinée à assurer la réduction des armements et la prévention des conflits en Europe, est en grande partie bloquée depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Quant aux enceintes de coopération économique, elles sont soit peu productives (OMC, G20), soit suspendues (G8). Le Conseil de sécurité des Nations Unies, cercle mondial mettant en dialogue des acteurs majeurs de la sécurité en Europe (Russie, États-Unis, France, Royaume-Uni), entérine le désalignement stratégique des Européens avec la Russie. Preuve manifeste des faiblesses des mécanismes de paix, le « format Normandie » (Russie, Allemagne, Ukraine, France) est affaibli par la mise en

S'agit-il alors d'une guerre contre le terrorisme, lui-même en guerre ? Non plus, car l'action terroriste, même quand elle perpète des meurtres de masse, vise un résultat dans les représentations symboliques et non une victoire décisive sur le terrain par les armes.

“Attentat après attentat, à Paris, Stockholm, Saint-Pétersbourg, Bruxelles ou encore Berlin, l'organisation État islamique tente d'instiller dans les opinions publiques européennes l'idée que les grandes villes d'Europe sont des champs de bataille.”



L'Europe est moins à la veille d'un conflit continental qu'à un tournant de son histoire. Durant plusieurs décennies, elle a cru pouvoir reléguer la guerre au statut de corps étranger et externe. Elle se résout aujourd'hui à une évidence toute tolstoiennne : la guerre et la paix ne se succèdent pas dans l'histoire des nations. Elles cohabitent constamment.

Cyrille Bret

Notes

(1) Emmanuel Kant, *Projet de paix perpétuelle*, 1795, Vrin, Paris, réédition 1999 ; Victor Hugo, discours d'ouverture du Congrès de la Paix, le 21 août 1849 ; Julien Benda, *Discours à la nation européenne* (1933), Gallimard, Paris, réédition 1998.

(2) Déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 (https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day/schuman-declaration_fr).

(3) C'était le titre du premier chapitre de son ouvrage *Le grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948.

(4) Michael Walzer, *Guerres justes et guerres injustes*, Paris, Gallimard, Folio, 2009, partie 1 : « La réalité de la guerre ».

(5) Philippe Fabry, « Haut-Karabakh : la mèche lente de Vladimir Poutine », www.contrepoints.org, 15 avril 2016 ; sur le nombre de victimes : <https://web.archive.org/web/20160517072824/http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2016/05/257263.htm>

(6) Isabelle Facon, *Russia's national security strategy and military doctrine and their implications for the EU*, European Parliament, février 2017.

(7) <https://www.sipri.org/databases/milex>

(8) http://www.huffingtonpost.fr/cyrille-bret/armement-pologne-helicoptere_a_21578143/

(9) http://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/11/16/hollande-la-france-intensifiera-ses-operations-en-syrie_4811147_4809495.html

(10) Albert Hirschman, *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.

(11) <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/russia/>

(12) Source : Commission européenne, février 2017 (http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf)

(13) Voir notamment Vincent Desportes, *La dernière bataille de France : lettre aux Français qui croient encore être défendus*, Paris, Gallimard, 2015.

Pour aller plus loin

• Cyrille Bret, « UE-Russie : divorce à l'européenne », *RAMSES* 2017, Institut français des relations internationales, Paris, 2017, p. 128-131.

• François Heisbourg, *Comment perdre la guerre contre le terrorisme*, Paris, Stock, 2016.

œuvre bien limitée des Accords dits de Minsk visant à la fin des combats en Ukraine orientale : d'une part, l'Ukraine peine à entreprendre les réformes institutionnelles demandées et, d'autre part, la surveillance des frontières avec la Russie est peu efficace.

S'agit-il d'une nouvelle guerre froide ? Non, car plusieurs différences sautent aux yeux. D'une part, l'équilibre de la terreur nucléaire ne neutralise plus les conflits armés. D'autre part, les États-Unis et la Fédération de Russie ne sont ni à parité militaire ni les leaders incontestés de camps respectifs bien disciplinés. Enfin, la compétition n'est pas proprement idéologique : à la différence du communisme et du stalinisme, le nationalisme russe et le régime du président Poutine axé sur la « démocratie souveraine » et l'orthodoxie russe ne constituent pas un système de vision du monde universalisable.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

OFFRE N°1
ABONNEMENT À DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS

☐ France métrop. 40€ ☐ DOM/TOM/Europe 55€ ☐ Reste du monde 70€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 70€ ☐ DOM/TOM/Europe 100€ ☐ Reste du monde 130€

OFFRE N°2
ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS

☐ France métrop. 45€ ☐ DOM/TOM/Europe 60€ ☐ Reste du monde 75€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 80€ ☐ DOM/TOM/Europe 110€ ☐ Reste du monde 140€

OFFRE N°3
ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 75€ ☐ DOM/TOM/Europe 105€ ☐ Reste du monde 135€

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

☐ France métrop. 140€ ☐ DOM/TOM/Europe 200€ ☐ Reste du monde 260€

Offres valables jusqu'au 30/11/2017 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Téléphone.....

E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

☐ chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

☐ par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____

(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.geostrategique.com